



# Nouvelles d'Espagne et du Portugal

## *Energie et environnement*

mai 2018

### Energie

#### Mix électrique espagnol 2017

Le ministère espagnol de l'énergie a présenté les chiffres de génération électrique pour l'année 2017. Avec 21,2%, l'énergie nucléaire demeure la première source d'électricité devant l'éolien (18,3%), le charbon (17,2%), le gaz naturel (14,2%), la cogénération (10,7%), l'hydroélectricité (7,8%), le solaire (5,2%), la biomasse (2,7%) et le fioul (2,7%). Au total, les énergies renouvelables ont représenté 32% de la production d'électricité en 2017.

#### Bilan 2017 des fournisseurs de gaz en Espagne

L'association espagnole SEDIGAS a présenté les chiffres des principaux fournisseurs de gaz du pays pour l'année 2017. Les importations totales de l'Espagne se sont élevées à 389,7 TWh (+11%). Les principaux fournisseurs ont été l'Algérie (48,2%), le Nigéria (12,7%), la France (11,3%), les pays du Golfe (10%) et le Pérou (9,7%).

#### Repsol vend sa participation de 20% dans Gas natural au fonds CVC pour un montant de 3,8Mds€

Dans le cadre de son plan de désendettement pour la période 2016-2020, le groupe pétrolier espagnol REPSOL (cinquième groupe de raffinage de pétrole d'Europe en termes de capitalisation boursière, présent dans 30 pays, 24 000 employés) a annoncé le 22 mars 2018, la vente au fonds d'investissement CVC, de 20% du capital qu'elle détenait dans Gas natural (première entreprise de distribution de gaz naturel liquéfié en Espagne et troisième en termes de production d'électricité).

#### Interconnexions électrique France-Espagne : subvention accordée au projet de liaison sous-marine dans le Golfe de Gascogne

Le 25 janvier 2018, la Commission européenne a annoncé qu'une subvention d'un montant de 578M€ serait accordée pour soutenir le projet d'interconnexion électrique sous-marine (370km) dans le golfe de Gascogne. Il s'agit du plus important soutien financier jamais accordé à un projet énergétique par l'exécutif européen. Porté par le gestionnaire de réseau français RTE et l'espagnol REE, ce projet de liaison sous-marine, estimé à 1,75Md et considéré de la plus "haute priorité" par la Commission, devrait permettre de doubler les capacités d'échange électrique entre la France et l'Espagne (de 2 800MW à 5 000MW).

#### Espagne : Remise par la commission d'experts du rapport sur la transition énergétique

En juillet 2017, le gouvernement espagnol a chargé un comité de quatorze experts (quatre nommés par le gouvernement, un par chaque groupe parlementaire, deux par les syndicats et un par le patronat) d'étudier les scénarios de transition pour le mix énergétique espagnol. Le 2 avril dernier, le rapport de cette commission a été remis au ministre espagnol de l'Energie. Il servira de base de travail au groupe de travail interministériel sur la future loi sur la transition énergétique et le changement climatique, dont l'avant-projet est toujours attendu à ce jour. 11 des 14 membres de la commission ont signé le rapport final, qui défend le maintien du nucléaire et préconise une réforme



fiscale (augmentation du prix du diesel de 28% et de l'essence de 2%) guidée par le principe « pollueur/payeur ». En termes d'efficacité énergétique, le rapport recommande l'élaboration d'une nouvelle stratégie de réhabilitation énergétique pour 2020-2030, le soutien à l'autoconsommation d'électricité et le développement du véhicule électrique.

### **Durcissement de la réglementation régissant la fermeture des centrales électriques espagnoles**

Après l'annonce par le président d'Iberdrola de sa volonté de fermer deux centrales thermiques à charbon, le ministre espagnol de l'énergie, Alvaro Nadal, a entamé un « bras de fer » avec les énergéticiens en déclarant, le 13 mars dernier, que le groupe parlementaire du parti populaire (au pouvoir) allait présenter une proposition de loi (qui remplacera le décret voulu initialement par M. Nadal) visant à réformer les conditions de fermeture des centrales électriques en Espagne. La proposition de loi élargira les critères pouvant faire obstacle à de telles fermetures au prix, au respect de la concurrence et à l'atteinte des objectifs de réduction de gaz à effet de serre ; alors que la loi du secteur électrique actuellement en vigueur prévoit seulement l'examen de la sécurité d'approvisionnement.

### **Nucléaire en Espagne : révision de la loi sur le démantèlement des centrales et le stockage des déchets**

Le gouvernement a annoncé vouloir réformer la loi espagnole du secteur nucléaire afin que les opérateurs (Endesa, Iberdrola, Gas natural Fenosa, EDP Espagne) assument, en cas de non-prolongation des licences des centrales, le coût du démantèlement (en attendant également la mise en service, vraisemblablement pas avant 2025, du centre de stockage centralisé ATC). Le 6ème plan espagnol de déchets radioactifs (datant de 2006) estimait à 13 Mds€ les coûts liés à la gestion des déchets jusqu'en 2070, alors que le fonds géré par Enresa accumulerait seulement 5,2Mds€ à ce jour. C'est la raison pour laquelle le ministre souhaite mettre à contribution les entreprises du secteur pour le démantèlement, la gestion des déchets restant à la charge de l'Etat.

### **Le Portugal enregistre un record de production d'électricité hydraulique en mars**

Les fortes précipitations enregistrées au mois de mars au Portugal ont permis d'écarter la situation de sécheresse dans la quasi-totalité du territoire et entraîné une production d'électricité hydraulique record. Selon le gestionnaire du réseau électrique *Redes Energéticas Nacionais* (REN), la production hydraulique a atteint un maximum de 5 689 MW le 7 mars, soit 142 MW de plus que le précédent record enregistré le 15 février 2016. La production totale d'électricité s'est, quant à elle, établie à 12 043 MW, soit 555 MW de plus que le précédent record enregistré le 18 février 2016. Le même jour, la consommation nationale d'électricité a atteint 8 417 MW, permettant au Portugal d'exporter près de 3 600 MW.

Le 2 avril, REN a annoncé que la production d'électricité d'origine renouvelable avait atteint une valeur équivalente à 99 % de la consommation nationale sur l'ensemble du mois de mars (4.651 GWh). Ce résultat s'explique par les conditions météorologiques exceptionnelles qui ont entraîné un indice de productibilité hydraulique de 2,22 et un indice de productibilité éolien de 1,54 (contre une moyenne de 1).

### **Résultats de l'AO du système d'interruptibilité espagnol pour l'année 2018**

Le gestionnaire de réseau électrique espagnol, *Red Eléctrica de España*, a achevé le 21 décembre 2017 le processus d'attribution du service d'interruptibilité pour l'année 2018, par voie d'enchères concurrentielles, avec l'attribution d'un total de huit blocs de 90 MW et de 376 blocs de 5 MW, ce qui se traduit par une puissance interruptible pour la période du 1er janvier au 31 mai 2018, de 2 584,9 MW. Un total de 128 sociétés a participé à cet appel aux enchères.

### **Les familles portugaises peuvent faire le choix d'un retour au tarif réglementé d'électricité**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les consommateurs portugais qui avaient souscrit des offres sur le marché libéralisé d'électricité (environ 5 millions de personnes) peuvent faire le choix d'un retour au tarif réglementé. Le 14 novembre 2017, le gouvernement portugais a en effet approuvé un arrêté ministériel (<https://dre.pt/application/conteudo/114200700>) qui vise à accroître la transparence des prix et des contrats de fourniture d'électricité et permet de maintenir les tarifs réglementés jusqu'à la fin de l'année 2020. Dans cet arrêté, le gouvernement permet également aux fournisseurs de proposer un régime tarifaire assimilé aux tarifs réglementés qu'ils pourront proposer à leurs clients.



Les fournisseurs présents sur le marché portugais ont critiqué la décision du gouvernement portugais qui, selon eux, « sème le doute sur la qualité » des offres qu'ils proposent. La grande majorité d'entre elles refuse de proposer des tarifs assimilés aux tarifs réglementés, soulignant que leurs offres à prix de marché sont plus avantageuses pour leurs clients.

D'après le régulateur portugais de l'énergie ERSE, 2 058 clients sont revenus au tarif réglementé en janvier 2018. Le Portugal maintient toutefois l'objectif d'une libéralisation totale des prix d'électricité à l'horizon 2020, condition qui justifie l'aval donné par la Commission européenne à la mesure, considérée comme transitoire.

### **Le gouvernement portugais met en place un groupe de travail chargé d'analyser la fiscalité sur l'énergie**

Comme prévu dans le budget 2018, le gouvernement portugais vient de mettre en place un groupe de travail interministériel chargé d'identifier les incitations fiscales préjudiciables à l'environnement dans le secteur de l'énergie et de proposer leur élimination progressive. Le groupe de travail, coordonné par le ministre adjoint au Premier ministre, M. Pedro Souza Vieira, et dont les conclusions devront être rendues avant fin juillet, devra également « proposer la revitalisation de la taxe carbone » dans le cadre de la décarbonation de l'économie.

Le gouvernement portugais, particulièrement actif sur la question de la décarbonation de l'économie, s'est notamment engagé à atteindre la « neutralité carbone » à l'horizon 2050. En début d'année, il a mis en place une réduction progressive des incitations fiscales aux combustibles fossiles, plus précisément des exemptions du paiement de l'impôt sur les produits pétroliers et énergétiques (*imposto sobre os produtos petrolíferos e energéticos* – ISP) pour la production d'électricité à partir de charbon. Le Portugal a en outre récemment accueilli la première réunion de travail de l'Alliance pour la décarbonation des transports qui s'est tenue à Porto les 27 et 28 février derniers.

### **Ouverture d'un audit de la cour des comptes européenne sur la conformité des subventions accordées aux EnR dans plusieurs pays de l'UE, dont l'Espagne**

La cour des comptes européenne a annoncé le 1er février 2018, l'ouverture d'un audit pour vérifier l'efficacité et la conformité à la législation européenne, des subventions nationales en faveur des énergies renouvelables : en Espagne, Pologne, Allemagne et Grèce. Les auditeurs analyseront la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies établies aux niveaux national et européen en matière d'éolien et de solaire photovoltaïque depuis 2009, ainsi que les fonds consacrés par l'UE et par les États membres à leur développement. Le rapport d'audit devrait être publié début 2019.

### **Premières transactions en Espagne par Blockchain**

Le 6 février 2018, les énergéticiens espagnols Endesa et Gas natural sont devenus les premières entreprises espagnoles à acheter et à vendre de l'énergie en utilisant la technologie *blockchain* de la plateforme ENERCHAIN, avec une transaction portant sur un volume total de 5,95 GWh de gaz naturel. Grâce à cette technologie, les acteurs du marché sont eux-mêmes associés à leurs systèmes de validation et de certification des transactions, permettant ainsi de réduire les coûts d'intermédiation.

## **Environnement**

### **Audition de l'ambassadeur de France en Espagne devant la commission d'étude sur le changement climatique du parlement espagnol**

L'Ambassadeur de France en Espagne, M. Yves Saint-Geours, a présenté le 12 mars 2018 à la Commission du changement climatique du Congrès des députés, le processus d'élaboration, le contenu et le bilan d'application de la loi du 17 août 2015 de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV). Cette audition est intervenue dans un contexte où l'Espagne a lancé au printemps 2017, un processus de concertation en vue d'adopter une loi analogue sur le changement climatique, placée sous le double pilotage du ministère espagnol de l'agriculture et de l'environnement, pilote institutionnel de cette réforme, et du ministère de l'énergie, acteur essentiel pour concevoir la stratégie de transition.



## **Journée sur la finance verte organisée par l'Ambassade de France en Espagne**

L'Ambassade de France en Espagne et l'Institut Royal El Cano (laboratoire d'idées en relations internationales) ont organisé le 6 février 2018, à la Résidence de France à Madrid, une conférence-débat sur la finance verte et l'article 173 de la loi de transition énergétique française, en présence d'un expert financier espagnol et de Jean Boissinot, directeur de la stabilité financière à la direction générale du Trésor. Les rencontres organisées en marge de cet événement, avec des personnalités d'influence du secteur de l'énergie et des hauts-fonctionnaires espagnols, ont permis à M. Boissinot d'exposer plus en détail les enjeux mais aussi les difficultés surmontées en France, pour garantir une appropriation opérationnelle des enjeux climatiques par le secteur financier.

## **Projet de Budget en Espagne : 80% de l'enveloppe destinée au secrétariat d'Etat à l'environnement seront consacrés aux politiques de gestion de l'eau**

En 2018, le secrétariat d'Etat à l'environnement et ses organismes dépendants disposeront d'un budget total de 2,1Mds€ (soit +3,57 % de plus qu'en 2017). De ce total, 1,68Mds€ seront consacrés aux politiques de gestion de l'eau dont 1,1Md€ à l'épuration et à l'assainissement, 536M€ aux infrastructures et 152M€ aux politiques d'amélioration de la qualité.

## **Présentation du Plan Climat 2018-2030 de la ville de Barcelone**

Le 24 avril 2018, la ville de Barcelone a présenté son Plan Climat 2018-2030 comprenant 242 mesures de lutte contre le changement climatique. Ce plan s'articule autour de quatre axes stratégiques : l'atténuation des émissions (établissant un objectif de réduction de 40 % des émissions par rapport à 2005), le verdissement de la ville (augmentation des espaces verts - +1,6 km<sup>2</sup> et réduction de la consommation d'eau à 100l h/j), la justice climatique (accès à une énergie équitable pour tous, avec une attention particulière pour les groupes les plus vulnérables, à travers des politiques combinées d'accès aux installations d'autoproduction, d'amélioration des conditions de logement) et la promotion de l'action citoyenne (12M€ jusqu'en 2030 pour des projets d'économie collaborative).

## **Le Portugal adopte sa stratégie nationale pour le lithium**

Après avoir créé un groupe de travail en décembre 2016, le gouvernement portugais a adopté le 31 janvier, en Conseil des ministres, une stratégie nationale pour le lithium. Sur la base des recommandations du rapport publié par le groupe de travail, qui a fait l'objet d'une consultation publique, la stratégie nationale pour le lithium prévoit le changement de la procédure d'attribution des contrats d'exploitation minière, qui se fera désormais via le recours à des appels d'offres. Les premiers seront lancés dès cette année et les candidats qui prévoient l'installation d'unités industrielles au Portugal seront privilégiés. Le gouvernement souhaite en effet inciter au développement d'un cluster industriel dans le pays qui générera des plus-values pour l'économie nationale.

D'après les statistiques de l'Institut d'études géologique des Etats-Unis, le Portugal était, en 2014, le 6<sup>ème</sup> plus grand producteur de lithium mondial avec 17 500 tonnes extraites et disposerait de 60 000 tonnes de réserves (estimation de 2016). Ce potentiel attire de nombreuses entreprises : la Direction générale d'énergie et géologie (DGEG) a reçu 37 demandes pour de nouveaux projets de prospection et de recherche en 2016, correspondant à un investissement de 3,8M€.

## **Le Portugal adopte son plan national d'économie circulaire**

Le Plan d'action pour l'économie circulaire a été publié le 11 décembre 2017 au Journal Officiel portugais (<https://dre.pt/application/conteudo/114337039>), il avait été présenté le 8 juin 2017 en Conseil des ministres et avait ensuite fait l'objet d'une consultation publique jusqu'à début octobre 2017.

Ce plan d'action vise à redéfinir le concept de « fin de vie » de l'économie linéaire, en privilégiant la réutilisation, la réparation et la rénovation des matériaux et de l'énergie. Il repose sur un ensemble d'objectifs et sept actions à mettre



en œuvre d'ici 2020. Le secteur du bâtiment est particulièrement visé puisqu'il produit, à lui seul, 40 % des déchets sectoriels au Portugal. Le secteur alimentaire fait également l'objet d'une action spécifique, consolidant la Stratégie nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire récemment mise en place.

Le gouvernement portugais a créé un groupe de coordination du Plan d'action qui sera chargé, entre autres, de diffuser les principes de l'économie circulaire dans les politiques gouvernementales et d'assurer l'articulation des politiques portugaises avec le Plan d'action de l'UE en faveur de l'économie circulaire.

### **Portugal : le groupe Renault participe au projet d'île intelligente à Porto Santo, dans l'archipel de Madère**

Le 22 février 2018, le groupe Renault et la compagnie d'électricité publique de Madère *Empresa de Eletricidade da Madeira* (EEM), ont annoncé le lancement d'un écosystème électrique intelligent sur l'île de Porto Santo, dans l'archipel de Madère.

Le groupe français a été choisi par EEM pour développer des solutions de mobilité électrique, comprenant une 1<sup>ère</sup> livraison de 14 véhicules du modèle Zoe, 6 du modèle Kangoo Z.E et de 40 bornes de chargement. Ces véhicules électriques, une fois testés, seront capables d'injecter de l'électricité dans le réseau et de la stocker lors des périodes de pointe de consommation ; leurs batteries seront réutilisables pour stocker et injecter dans le réseau l'énergie intermittente produite par les centrales solaires et éoliennes de l'île. Le gouvernement régional de Madère avait lancé en 2016 le projet « Porto Santo - Ile intelligente sans énergies fossiles », afin d'initier la transition énergétique de l'île et d'en faire la 1<sup>ère</sup> île intelligente à énergie positive.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Madrid

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Responsable de la publication : Hervé Le Roy**

**Service Économique de Madrid**

**Adresse : 10, marques de la Ensenada, 28004 Madrid**

**Rédigé par : Yasser Abdoulhousen, Stanislas Godefroy, Carina Antas Ferreira et Alvaro Espino.**

**Version : 8 mai 2018**